

Maitrise d'ouvrage
IFP Energies nouvelles
EPIC – RCS 775 729 155 Nanterre – APE : 7219Z
1 et 4 avenue de Bois-Préau – 92852 Rueil-Malmaison Cedex – France
Tél : +33 1 47 52 60 00 – Fax : +33 1 47 52 70 00

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Forme du marché public : marché ordinaire à tranches

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation immobilière, la passation et le suivi d'un contrat de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet IMPACT d'IFPEN

Affaire n° 2026-0015-BAT-RUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Elaboré conformément au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G.PI) et aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

Table des matières

1	OBJET DU MARCHE	4
2	ORGANISATION GENERALE DE LA MISSION	5
2.1	Maitrise d'ouvrage et interactions avec le titulaire	5
2.2	Titulaire	5
2.2.1	Interlocuteur(s) et représentation du titulaire	5
2.2.2	Effectifs du titulaire	6
2.2.3	Cotraitance et mandataire du groupement	6
2.2.4	Sous-traitance	7
2.3	Autres intervenants	8
3	FORME DU MARCHÉ	8
3.1	Nature et décomposition du marché	8
3.2	Emission de bons de commande	9
4	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	9
5	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	10
6	MISSION CONFIEE	11
6.1	Description de la mission	11
6.2	Lieu d'exécution	12
7	LIVRABLES	12
8	MODALITES D'ECHANGE	13
8.1	Forme des notifications et communications, échanges d'information	13
8.2	Prolongation des délais d'exécution	14
8.3	Réunions	14
9	OBLIGATIONS DES PARTIES	15
9.1	Obligations du titulaire	15
9.2	Obligations du maître d'ouvrage	17
9.3	Confidentialité	17
9.4	Protection des données à caractère personnel	18
9.5	Déontologie	18
9.6	Prévention des conflits d'intérêt	19
9.7	Connaissance	19
9.8	Obligation d'information, de conseil et de mise en garde	20
9.9	État et connaissance du foncier	21
9.10	Utilisation des résultats	21
9.11	Assurances	22
9.12	Transfert d'activité	23
9.13	Transmission de documents administratifs	23

9.14	Clause environnementale	23
10	GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	24
10.1	Equipe dédiée	24
10.2	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	25
10.3	Grève	25
10.4	Accès aux locaux	26
11	CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE	26
11.1	Forme de prix et contenu des prix	26
11.2	Modalités de d'actualisation des prix	27
11.3	Modalités de règlement des prestations	27
11.4	Modalités de facturation	28
11.5	Délai global de règlement	29
11.6	Avance	29
11.7	Nantissement	29
11.8	Retenue de garantie	29
12	VERIFICATION – ADMISSION	29
13	MODIFICATIONS	31
13.1	Modifications du marché public – Clause de réexamen	31
13.2	Modalités de mise en œuvre du réexamen	32
13.3	Modalités financières consécutives à la clause de réexamen	32
13.4	Modifications du marché public applicables de plein droit	33
13.5	Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie	33
14	PENALITES	33
14.1	Le non-respect des exigences qualitatives attendues dans le cadre de la rédaction des documents	34
14.2	Absence ou retard dans de remise des livrables et autres documents contractuels prévus	34
14.3	Absence des moyens humains du titulaire	34
14.4	Défaut d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement	34
15	RESILIATION	35
15.1	Arrêt avant achèvement de la prestation	35
15.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	35
15.3	Résiliation pour faute	35
15.4	Résiliation partielle	35
15.5	Exécution aux frais et risques	36
15.6	Conséquences de la résiliation	36
16	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG- PI	36

1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur une mission de programmation immobilière et d'accompagnement du maître d'ouvrage pour la sélection du maître d'œuvre et du suivi des premières étapes des études de conception dans le cadre du projet dit « IMPACT » visant à la relocalisation des activités et de personnels de Rueil-Malmaison vers le campus urbain de Saclay.

La genèse du projet IMAPCT, ses enjeux, les études préalablement menées et leurs résultats sont décrits dans le CCTP et les annexes associées.

A ce titre, le préprogramme réalisé en amont est annexé au CCTP, le titulaire doit en prendre connaissance et réaliser une actualisation des données selon le cadre méthodologique défini à l'article 3.2.1 du CCTP.

Pour mener à bien ce projet, IFPEN souhaite être accompagné d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour une aide à l'ingénierie d'un futur marché de maîtrise d'œuvre selon la technique d'achat du concours régi par les articles L2125-1 et suivants du code de la commande publique pour sélectionner le maître d'œuvre de la future opération.

De même, IFPEN entend confier au titulaire l'élaboration des dossiers de labellisation du projet immobilier (selon la politique immobilière de l'Etat) d'une part et d'évaluation socio-économique (ESE) d'autre part. Ces procédures d'expertise visent à s'assurer que le projet immobilier envisagé par IFPEN ait fait l'objet d'une analyse multicritères objective préalable destinée à garantir la performance immobilière, énergétique et économique. Le périmètre des études attendues pour ces deux procédures est défini à l'article 3.2.4 du CCTP.

Les grands axes de la mission confiée sont les suivants :

- L'élaboration du programme détaillé de l'opération, traduisant les exigences architecturales, fonctionnelles, techniques, énergétiques et environnementales, économiques et d'exploitation-maintenance ;
- **La rédaction et l'accompagnement** renforcé à la procédure labélisation du projet et l'élaboration de l'étude socio-économique ;
- L'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre, dans le cadre d'un concours tel que prévu aux articles L2125-1 et suivants du code de la commande publique ;
- L'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase de conception pour le suivi des études APS/APD.

Le titulaire du présent marché est désigné également sous les vocables assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou programmiste.

IFPEN souhaite s'adjoindre les services d'une AMO aux compétences multiples et capable de prendre en charge les missions définies dans le DCE, qui possède le savoir-faire et les outils pour maîtriser les enjeux humains et les dynamiques à l'œuvre dans une période de transformation qu'implique le projet IMPACT. L'AMO doit disposer d'une équipe expérimentée et qualifiée dans les domaines de compétences identifiés à l'article 3.1.1 du CCTP et montrer une réelle aptitude à comprendre les enjeux spécifiques du projet IMPACT, il doit s'assurer d'une réelle compréhension de l'activité R&I, des process, des organisations de travail en place à IFPEN pour soutenir cette dynamique de transformation des méthodes de travail et des outils.

IFPEN a des attentes fortes sur la conduite du projet menée par le titulaire qui doit témoigner d'une capacité d'écoute active auprès des porteurs du projet et une compréhension des positionnements liés à un contexte de transformation des modes de travail et de collaboration au sein d'IFPEN.

L'AMO doit faire preuve d'une réelle capacité à s'intégrer rapidement dans l'environnement professionnel d'IFPEN et à travailler en étroite collaboration avec ses équipes, notamment celles représentant la maîtrise d'ouvrage.

2 ORGANISATION GENERALE DE LA MISSION

2.1 Maitrise d'ouvrage et interactions avec le titulaire

La maîtrise d'ouvrage est assurée par IFP Energies nouvelles (IFPEN), Etablissement Public Industriel et Commercial (ci-après dénommé maître d'ouvrage ou IFPEN).

Au sein de l'organisation IFPEN, la maîtrise d'ouvrage est animée par la Direction Saclay à l'origine de la rédaction du CCTP. La comitologie associée au projet IMPACT et dont la constitution et le mode de fonctionnement sont définis aux articles 2.1.2 et 2.1.3 du CCTP sera effective à la notification du présent marché.

Des entretiens avec les différents acteurs du projet doivent être organisés tout au long de la mission. A ce titre, peuvent être intégrées à la réflexion dans la définition des besoins au cours de l'exécution du présent marché les personnes suivantes (liste non exhaustive) :

- ✚ Les personnels du site de Rueil Malmaison et de Solaize
- ✚ Les représentants du personnel
- ✚ Toute instance décisionnelle d'IFPEN décrite dans le CCTP, les représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du suivi du présent marché,
- ✚ Tout prestataire intervenant dans le cadre du projet IMPACT missionné sur d'autres enjeux du projet et nécessitant une collaboration transversale
- ✚ Les figures institutionnelles en charge de l'aménagement de Paris Saclay (EPAPS...)
- ✚ Le propriétaire du foncier
- ✚ Toute personne que la maîtrise d'ouvrage juge essentielle d'intégrer au projet

Les différentes étapes du projet seront alimentées par un dialogue étroit avec le maître d'ouvrage par l'intermédiaire des représentants qu'il désignera. Les restitutions prévues dans le cadre de la présente mission seront à faire dans le respect de la comitologie spécialement constituée pour le projet. En tout état de cause, le titulaire est tenu de préparer l'ensemble des présentations, restitutions projetées aux différentes instances au cours du marché.

Il appartient au titulaire du marché de proposer l'organisation des réunions de travail et de présentation devant ces instances suivant le planning de la mission afin de garantir le bon avancement du projet. Suivant la nature et l'importance des problématiques soulevées durant la mission, des présentations supplémentaires peuvent être exigées par la maîtrise d'ouvrage sans rémunération complémentaire.

2.2 Titulaire

2.2.1 Interlocuteur(s) et représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, en qualité d'interlocuteur(s) privilégié(s) d'IFPEN, habilitées à le représenter auprès de la maîtrise d'ouvrage, pour veiller à la bonne exécution du marché. Le nom, la qualité et les coordonnées de ces personnes sont communiqués au maître d'ouvrage avant la réunion de lancement.

Pour toutes les phases de la mission, les représentants du titulaire doivent disposer des pouvoirs minimaux suivants :

- Être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate pour piloter la phase du projet pour laquelle ils interviennent ou répondre à la suite des observations, des réclamations émises par IFPEN ou tout tiers associé au projet,

- Avoir un degré de responsabilité suffisant pour mener les contrôles de conformité, valider les choix envisagés et mettre au point les éléments demandés par le maître d'ouvrage ou toute personne extérieure,
- Être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par le maître d'ouvrage,
- Assister aux réunions définies dans le marché,
- Se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui impactent le périmètre du marché,
- Vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- Faire respecter les délais d'exécution par l'équipe.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès leur désignation, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.2.2 Effectifs du titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, correspondant aux profils et au niveau d'expérience présentés dans son offre valant engagement contractuel, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Ils doivent disposer d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les échanges et prendre le cas échéant des décisions.

Les modalités de remplacement de l'équipe du titulaire sont fixées à l'article 10.1 du CCAP.

2.2.3 Cotraitance et mandataire du groupement

En cas de cotraitance, la forme du groupement ainsi que sa constitution sont précisées dans l'acte d'engagement. La répartition des tâches et responsabilités entre les membres du groupement est détaillée dans une annexe dédiée.

L'un des membres du groupement est désigné comme mandataire dans l'acte d'engagement. Celui-ci a vocation à représenter l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché et pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Il se charge notamment de la coordination entre les études, toutes thématiques confondues et ce pour la durée totale du marché.

Il suit de ce qui précède que les notifications et demandes relatives à l'exécution du marché seront valablement adressées au mandataire du groupement quand bien même la notification ou la demande concerne un autre membre du groupement.

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Le mandataire peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- soit un sous-traitant ;
- soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités.

La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de 15 jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur la nouvelle organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants pour acter notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché et dans l'impossibilité du remplacement du co-traitant fautif, le maître d'ouvrage se réserve le cas échéant le droit de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 15 du CCAP.

2.2.4 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies ci-dessous.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Le titulaire du marché s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect, le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par chaque sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

A défaut de transmission du contrat de sous-traitance, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies au présent CCAP, après une mise en demeure restée infructueuse. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément au chapitre 6 du CCAG.

2.3 Autres intervenants

D'autres prestataires intellectuels ou techniques peuvent intervenir dans le cadre du projet IMPACT (ex. : AMO pour conduite du changement global) avec lesquels le titulaire peut être amené à coopérer ou interagir dans l'intérêt du projet IMPACT. Le maître d'ouvrage communiquera au titulaire, si besoin et dès leur désignation, les coordonnées et missions des autres intervenants.

3 FORME DU MARCHÉ

3.1 Nature et décomposition du marché

Le marché est dit ordinaire réglé à prix global et forfaitaire.

Il est décomposé en trois tranches représentatives des missions dévolues au titulaire soit une tranche ferme et deux tranches optionnelles au sens des articles R2113-4 et suivants du code de la commande publique.

Nature de la tranche	Intitulé de tranche	Détail des missions incluses au titre de la tranche
Tranche ferme	Programme détaillé	<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des besoins et concertation • Rédaction du programme fonctionnel • Rédaction du programme technique et des fiches espaces • Rédaction des dossiers de labellisation et Etude socio-économique • Présentation et mise à jour du programme
Tranche optionnelle 1	Passation du concours de maîtrise d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction du DCE maîtrise d'œuvre • Analyse des candidatures • Analyse des offres et négociation/mise au point avec le/les lauréats
Tranche optionnelle 2	Suivi des études de conception (APS/APD)	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des études APS • Suivi des études APD

Le titulaire est engagé sur l'ensemble des tranches du marché et ses obligations envers IFPEN ne cesseront qu'à l'expiration du délai de validité du marché. **Pour sa part, IFPEN est uniquement liée à la réalisation que de la tranche ferme.**

Il est rappelé que l'exécution de chaque tranche est subordonnée à l'émission préalable par le maître d'ouvrage d'une décision unilatérale d'affermissement notifiée au titulaire et par laquelle il est ordonné l'exécution des prestations relevant des tranches optionnelles.

Dans le cadre du présent marché, IFPEN indique au titulaire son choix de retenir :

- ✓ la tranche optionnelle 1 au plus tard au trimestre 4 de l'année 2026
- ✓ la tranche optionnelle 2 au plus tard au premier trimestre 2028

La décision d'affermissement prend la forme d'un écrit spécifique adressé au titulaire par voie électronique sans que celui-ci ne puisse valablement s'y opposer. La numérotation de la tranche ne préside pas à

l'ordre d'affermissement décidé par le maître d'ouvrage. Le titulaire ne peut pas se soustraire à l'obligation de réalisation de la tranche optionnelle si celle-ci est affermée dans le délai prévu.

Le maître d'ouvrage est libre de renoncer d'affermir la tranche optionnelle, un tel choix n'étant pas de nature à faire naître une quelconque indemnité d'attente au profit du titulaire. L'absence d'un écrit d'IFPEN notifié dans les conditions précédemment décrites vaut absence d'affermissement de la tranche sauf modification des conditions de déclenchement par application de la clause de modification prévue à l'article 13.1 du CCAP. Le non-affermissement de la tranche libère le titulaire de ses obligations en ce qui concerne son exécution.

En cas de non-affermissement de la tranche, IFPEN se réserve le droit de solliciter un prestataire tiers chargé de l'accomplissement total ou partiel des prestations prévues dans le cadre de cette tranche.

Une telle décision ne pourra donner lieu à une quelconque indemnité.

A réception de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire est tenu de prendre en charge l'exécution de la mission dans le respect du planning établi par le titulaire. Un tel planning peut être modifié en cours d'exécution dans les conditions de l'article 13.1 du CCAP.

Les prix des tranches restent fermes tout au long de la durée du marché.

3.2 Emission de bons de commande

Compte tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au titulaire dans les conditions prévues ci-après prises en dérogation de l'article 3.7 du CCAG PI.

Ainsi, chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique et valide à IFPEN pour la réception des commandes.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP. Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter d'avril 2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

IFPEN se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

4 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

En application de l'article R.2182-4 du code de la commande publique, le marché prend effet à compter de la date de notification au titulaire, telle que constatée par la plateforme de dématérialisation PLACE

utilisée par le maître d'ouvrage jusqu'à l'admission sans réserve des études et livrables de l'ensemble des tranches affermies activées par IFPEN.

Un planning prévisionnel de la mission est fixé à l'article 2.2.4 du CCTP pour chaque élément de mission

La durée prévisionnelle de chaque élément de mission recouvrant la tranche est mentionnée à titre indicatif aux articles 3.2, 3.3 et 3.4 du CCTP.

Le planning de la mission établi par le titulaire et valant engagement contractuel doit être cohérent au regard des échéances précisées dans le CCTP. Le titulaire procède régulièrement aux ajustements du planning en cours de mission, il informe également IFPEN de tout élément susceptible d'influencer ce calendrier et sollicitera l'accord préalable d'IFPEN pour toute modification dudit calendrier d'exécution. Il tient informé IFPEN de l'exécution de chaque étape de sa mission.

L'ajournement ou le rejet par IFPEN des documents d'étude ne sont pas réputés proroger automatiquement les délais maximums pour lesquels le titulaire s'est engagé contractuellement sur la base de son planning, sauf décision contraire expresse du maître d'ouvrage.

Néanmoins, le délai d'exécution de chaque mission ou tranche pourra évoluer, en concertation avec le maître d'ouvrage, le délai d'exécution ainsi modifié sera contractualisé par voie d'avenant en application de l'article 13 du CCAP.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes dûment paraphées, datées, signées, et dont les originaux sont conservés par le maître d'ouvrage,

Annexe la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), le cas échéant et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

- Les éventuels échanges de questions/réponses intervenus pendant la phase de consultation
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), éventuellement modifié en cours de publication, dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), éventuellement modifié en cours de publication, dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage et ses annexes

Annexe : préprogramme

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI.), approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021, modifié dernièrement par arrêté du 29 décembre 2022, réputé connu des parties, il n'est pas joint matériellement,
- Le mémoire technique et méthodologique fourni par le candidat attributaire du présent marché, réalisé en conformité avec le cadre justificatif du mémoire,
- Le planning définitif de la mission,
- Le compte rendu de la réunion de lancement (Cf. article 8.3 du CCAP)
- Tout document remis avec l'offre dont les livrables et les documents remis au cours et à l'issue de la mission
- Le(s) éventuel(s) avenant(s)

- L'écrit spécifique d'affermissement des tranches optionnelles
- Les bons de commandes

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la maîtrise d'ouvrage font foi.

La signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, IFPEN ne remettra pas d'exemplaire unique à la notification du marché, mais seulement à la demande du titulaire. Il en est de même pour les avenants éventuels. IFPEN délivre également, sans frais, au titulaire, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

Les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des livrables nécessaires à l'exécution des prestations, en conformité avec les missions définies au CCTP. Le titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

6 MISSION CONFIEE

6.1 Description de la mission

Sous réserve des dispositions du CCTP, l'AMO assiste IFPEN lors des phases de programmation, consultation, et de suivi des études de conception et il intervient dans un esprit collaboratif avec les différents intervenants externes ou internes du projet identifiés à ce jour.

Cette assistance a pour objet :

- La mise en œuvre des conditions d'une bonne organisation et animation du projet par l'expertise de l'AMO dans les domaines de compétences et les qualités identifiés à l'article 3.3.1 du CCTP et selon les objectifs visés dans le CCTP.
 - Un appui dans le lancement de la procédure de marché de travaux dans toutes ses dimensions opérationnelles.
 - Le pilotage du projet selon les réflexions transversales :
 - Une approche de concertation forte avec les différents intervenants
 - Une conduite de l'accompagnement au changement de culture devant uniquement concourir à la rédaction du programme de l'opération
- Nota : une démarche transversale de conduite de changement se met en place au sein d'IFPEN
- Une approche en coût global

- Une mise en conformité avec la politique immobilière de l'Etat telle qu'issue notamment du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire (dit décret tertiaire) et de la circulaire du 8 février 2023 relative à la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'État
 - Une recherche de performances énergétiques et environnementales du projet.
- La rédaction des livrables attendus dans le cadre de la procédure de labélisation et d'étude socio-économique tels que prévus à l'article 3.2.4 du CCTP.

ATTENTION : la liste des éléments d'études dans le CCTP n'a pas de caractère d'exhaustivité, le maître d'ouvrage pouvant le cas échéant ajouter de nouvelles études complémentaires. Il est de la responsabilité du titulaire de signaler les diagnostics, études manquants pour la bonne réalisation de la mission.

Eu égard à la nature de la mission confiée par le présent marché et de son implication dans la sélection du maître d'œuvre, il est entendu que le titulaire du marché, ses éventuels co-traitants ou partenaires ayant eu une connaissance (in)directe sur les études préparatoires menées s'interdisent de participer au marché de maîtrise d'œuvre en qualité de candidat, co-traitant, sous-traitant compte tenu de leur rôle dans la préparation d'un tel marché. Cette restriction pourra s'appliquer sur les marchés passés ultérieurement par IFPEN pour ce même projet dès lors que le titulaire a eu, par ses études préparatoires et son implication dans la programmation et le choix du maître d'œuvre, accès à des informations de nature à lui conférer un avantage certain par rapport aux autres candidats mis en concurrence.

6.2 Lieu d'exécution

Des déplacements épisodiques sont à prévoir sur le site de Rueil-Malmaison de IFPEN situé à l'adresse suivante :

IFPEN
1 et 4 avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison

Des déplacements à l'extérieurs sur le campus urbain de Saclay sont possibles, notamment pour prendre connaissance du foncier retenu par IFPEN pour localiser ses activités ou plus largement pour prendre connaissance de l'écosystème Paris Saclay et faire connaissance, établir le contact avec les acteurs du projet définis à l'article 2.1.2 et 2.1.3 du CCTP.

7 LIVRABLES

A compter de la notification du marché et conformément aux échéances prévues par le planning, le titulaire procède aux études et analyses concourant à la production des livrables prévue dans le cadre de la mission. Le titulaire est tenu de respecter le circuit de diffusion et de formalisation de la documentation produite dans le cadre du marché en ayant recours notamment à l'outil mis à disposition par IFPEN (Cf 2.3.2 du CCTP) et en se conformant aux formats prescrits dans le CCTP.

Sans attendre la transmission effective des livrables, le titulaire s'emploiera à informer régulièrement la maîtrise d'ouvrage de l'avancement des études et des problématiques éventuelles rencontrées, le titulaire est libre des moyens de reporting qu'il souhaite mettre en place pour rendre compte du travail effectué sur la période écoulée.

Le titulaire adresse, au représentant désigné pour le suivi du marché auprès de la maîtrise d'ouvrage les livrables prévus au présent CCTP pour validation dans le respect des délais d'exécution mentionnés dans son engagement contractuel. Les délais maximums d'instruction accordés à la maîtrise pour l'ensemble de la documentation produite par le titulaire sont fixés à l'article 3.1.3 du CCTP.

Avant de produire les documents définitifs, le titulaire peut proposer une rédaction provisoire, 5 jours calendaires avant le délai de remise du livrable mentionné dans son engagement contractuel, au représentant de la maîtrise d'ouvrage qui fait alors part des observations et des mises au point à apporter.

En tout état de cause, dans le cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble d'une production doit être clairement identifié dans son libellé d'envoi. Le titulaire doit y distinguer soit la version « provisoire » d'un document ou sa version « définitive ».

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage ou ne répondant pas aux exigences définies au marché, le maître d'ouvrage sera en droit d'exiger du titulaire la fourniture d'un nouveau document.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que le livrable qui lui est soumis n'est pas conforme aux stipulations du marché, ou aux solutions/arbitrages techniques arrêtées lors d'une précédente étape, ou à une disposition légale/réglementaire, il prononce un avis motivé de rejet du livrable. Le titulaire est alors tenu de reprendre l'étude selon les observations émises par le maître d'ouvrage. Une telle décision ne prive pas le maître d'ouvrage de sa faculté d'infliger des pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

Pendant une période déterminée par la maîtrise d'ouvrage n'excédant pas 10 jours ouvrés à compter de la remise des documents, le prestataire s'engage à leur apporter, sans rémunération supplémentaire, les correctifs nécessaires à la suite d'erreurs ou d'omissions constatées qui lui seraient demandés par le maître de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut en outre décider que le livrable, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appelle que des observations qui permettent, malgré tout, la poursuite de la phase. Dans une telle hypothèse, ses observations sont notifiées au titulaire, qui en contrepartie doit produire les éléments de réponse pour les lever définitivement.

Les délais nécessaires à la présentation d'un nouveau livrable ainsi que les délais nécessaires à l'instruction du maître d'ouvrage sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du marché.

Les modalités de validations des productions écrites du titulaire sont fixées à l'article 12 du CCAP.

Après réception et validation définitive par IFPEN, l'entière propriété de ces documents est acquise au maître d'ouvrage (y compris les droits de reproduction) dans les conditions du présent CCAP.

8 MODALITES D'ECHANGE

8.1 Forme des notifications et communications, échanges d'information

Les échanges de communication entre IFPEN et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information du maître d'ouvrage doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception ou par retour de courriel)
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procède de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

IFPEN transmet au titulaire du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation de l'étude et dont une liste figure à l'article 2.3.1 du CCTP. Il est précisé ici que si le titulaire

n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il lui appartient de le signaler par tout moyen et sans délai à IFPEN sans quoi IFPEN ne pourra être tenu responsable des éventuelles erreurs consécutives à cette absence d'information.

8.2 Prolongation des délais d'exécution

En cas de non-respect des délais prévus dans le CCTP/CCAP ou ceux indiqués dans l'engagement contractuel du titulaire, celui-ci peut se voir appliquer des pénalités de retard (cf. article 14 du CCAP). En lieu et place de la disposition précitée, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions suivantes prises en dérogation du CCAG PI :

- Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel ou en raison du seul fait du maître d'ouvrage
- Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation ou à la production du livrable attendu, par LRAR ou par courriel électronique.
- Le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de remise du livrable ou de tout document soumis à un délai contractuel de transmission.
- Le maître d'ouvrage notifie sous 3 jours ouvrés par écrit au titulaire sa décision d'acceptation ou de refus.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des livrables ou des prestations à la maîtrise d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification et d'approbation. Tout délai indicatif qui serait opposable au maître d'ouvrage dans le cadre des démarches de validation est suspendu en cas de rejet du livrable/prestations présenté(e) ou en cas de demande de correction, modification de toute nature imposée au titulaire, à l'exception de modifications mineures qui n'empêchent pas la continuité de la mission. Un nouveau délai est crédité à la faveur du maître d'ouvrage pour approuver le livrable ou la prestation corrigée sur la base de la nouvelle version transmise par le titulaire.

Par ailleurs, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant (Cf article 15.1 du CCAP).

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et peut entraîner la résiliation du marché.

8.3 Réunions

Dans les semaines qui suivent la notification du marché, les Parties (représentants de la maîtrise d'ouvrage et ceux du titulaire), les Parties doivent convenir d'une réunion dédiée au lancement et la mise en place du marché.

En complément des dispositions de l'article 2.2.1 du CCTP, elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation notamment des comités institués pour suivre l'avancement de la mission et procéder aux validations requises,
- Présenter les objectifs et la démarche programmatique ainsi que les modalités envisagées à chacune des étapes de la mission et la liste de toutes les investigations nécessaires
- Valider les procédures de travail préconisées par le titulaire dans son offre
- Préciser le planning de la mission,

- Fixer les modalités de prise de rendez-vous pour les différentes entrevues en tenant compte du choix du rythme de travail, des personnes à convier, du lieu, de l'ordre du jour des réunions de travail. Une adaptation au fonctionnement des services d'IFPEN sera nécessaire pour le bon déroulement de la mission
- Fixer la liste de la documentation/des informations dont a besoin le titulaire pour démarrer la mission
- Communiquer la liste éventuelle des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail,
- Echanger sur les prérequis techniques et les documents à remettre au cours de l'exécution du marché,
- Valider les interlocuteurs du côté du Maître d'ouvrage/ Interlocuteurs du côté du titulaire, les équipes projets du titulaire

- Objectifs liés à la réalisation de l'opération ;

Cette liste n'est pas exhaustive et le maître d'ouvrage se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

Dans un délai de 3 jours ouvrés, le titulaire est tenu de produire et de remettre le compte rendu de cette réunion à l'ensemble des participants en intégrant les précisions sur le cadrage méthodologique et le planning des premières missions. Ce compte rendu doit mentionner les date et horaire de la réunion suivante qui tient lieu de convocation.

La présence du titulaire ou de ses représentants est également requise dans le cadre de réunions d'avancement en cours d'exécution, afin d'examiner l'avancement de la mission, les parties devant convenir ensemble des jours et des horaires. Il appartient au titulaire de rédiger et de diffuser à l'ensemble des participants le compte-rendu des échanges dans un délai de 3 jours ouvrés suivant ladite réunion.

Il est prévu que l'ensemble des réunions se déroulent sur site ou en réunion virtuelle selon les moyens mis en place par le maître d'ouvrage

9 OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage, pour l'exécution du marché, à respecter les spécifications et modalités décrites dans les documents du marché public. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais contractualisés au planning et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Le titulaire s'engage à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels.

A ce titre, il s'engage, pour l'exécution de sa mission, à :

- ✓ une obligation d'indépendance et d'impartialité des propositions, recommandations et conseils apportés ;
- ✓ garantir une stricte confidentialité et la sécurité des données recueillies et/ou élaborées au cours de la programmation, du concours de maîtrise d'œuvre et des offres rendues à ce titre par les soumissionnaires, les études APS/APD ainsi que sur les demandes de la maîtrise d'ouvrage. Sur ce point, si l'objet du présent marché peut constituer une référence client du titulaire vis-à-vis des tiers, le titulaire s'interdit de communiquer sur les éléments structurants du projet IMPACT (montants, financements superficie, localisation, noms et coordonnées des représentants IFPEN ...) dans la limite de durée exprimée à l'article 9.3 CCAP ;

- ✓ produire obligatoirement les différents documents prévus au marché ainsi que les projets de rapports, synthèse, comptes rendus de réunions ;
- ✓ respecter des dates et échéances prévues aux documents contractuels et d'exécution (planning...) ou selon les échéances définies de manière informelle entre le maître d'ouvrage et le titulaire au cours de communications effectuées au moyen de courriels électroniques, de réunions, d'échanges téléphoniques ;
- ✓ à planifier les études et les équipes dans le souci de maintenir le délai d'avancement de la mission ;
- ✓ à coordonner les actions de son équipe, et d'une façon générale de tous les intervenants dans la réalisation des ouvrages
- ✓ garantir un niveau élevé de qualité, de lisibilité, de fiabilité, de traçabilité et d'archivage des documents servant de support aux diverses décisions à soumettre à IFPEN.
- ✓ prendre en compte toutes les évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles, techniques et/ou des modalités d'activité du maître d'ouvrage pouvant impacter les travaux rendus ou les décisions prises ;
- ✓ accompagner efficacement le maître d'ouvrage dans les différentes prestations, notamment dans les échanges avec les divers opérateurs impliqués dans la gouvernance de Paris Saclay ou tout autre intervenant extérieur intéressé au projet ;
- ✓ à collaborer activement et en toute transparence avec toute autre entreprise concernée par le projet et désignée par IFPEN,
- ✓ établir des propositions explicites d'adaptation et de réajustement des livrables après demande du maître d'ouvrage ;
- ✓ désigner nominativement un ou des interlocuteur(s) responsable(s) de la conduite de la mission ;
- ✓ à coordonner les actions de l'équipe dédiée, et d'une façon générale de tous les intervenants dans la réalisation des études et productions, à planifier efficacement le travail de l'équipe dans le souci de maintenir le délai d'avancement de la mission ;
- ✓ participer aux réunions prévues dans le CCAP, CCTP ou demandées par le maître d'ouvrage ;
- ✓ maintenir une pérennité de ressources permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année pour lesquels il s'est engagé contractuellement,
- ✓ proposer toutes les recommandations utiles dans la réalisation de la mission ;
- ✓ signaler que les documents transmis par la maîtrise d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions ;
- ✓ informer le maître d'ouvrage de tout problème susceptible d'intervenir au cours de la réalisation de la mission.

Toutes les sommes qui pourront être dues au titre des obligations ci-dessus seront supportées par le titulaire, ces sommes étant comprises dans le prix.

Le titulaire s'engage par ailleurs à notifier sans délai au maître d'ouvrage des modifications survenant en cours d'exécution du marché et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle l'un des cotraitants exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement des différentes périodes prévues au présent CCAP.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la

bonne exécution du marché attribué. En cas de manquement, l'IFPEN ne saurait être tenu responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.2 Obligations du maitre d'ouvrage

IFPEN s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et ses équipes et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- mettre à disposition du titulaire les ressources identifiées en interne pour contribuer au dialogue étroit avec les équipes du titulaire
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en faciliter la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution du marché, il peut s'agir notamment de toutes observations ou de tous documents communiqués par les autres intervenants.
- convoquer les instances de pilotage ou décisionnelles pour étudier, valider les livrables et assurer le suivi de la mission,
- vérifier en temps utile la qualité des prestations/livrables et formuler s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- se rendre disponible pour les réunions, restitutions
- assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent marché,
- payer les factures reçues du titulaire dans les conditions définies au présent marché public.

ATTENTION : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant initial du marché est subordonnée à la conclusion d'une décision modificative du marché prise en application de l'article 13 du CCAP ou autorisée par la réglementation en matière de commande publique.

9.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG, le titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard des projets, documents, débats, dont il aura connaissance pour et pendant l'exécution de sa mission.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maitre d'ouvrage est propriétaire et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maitre d'ouvrage. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Dans ce cadre, le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives, politiques, scientifiques, stratégiques, juridiques, ainsi que celles relatives à l'activité, aux décisions prises dans le cadre du projet, à l'organisation et au personnel du maître de l'ouvrage, qui leur sont communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Les résultats et/ou livrables du marché sont également des Informations confidentielles. Autrement écrit, toute information communiquée ou accessible dans le cadre de la passation ou de l'exécution du présent marché est considérée comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les informations confidentielles en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage

Par ailleurs, le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché, et s'assure du respect de ces obligations par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire s'interdit de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations confidentielles autrement que pour les besoins du présent marché et le cas échéant de ses commandes et avec toutes les précautions nécessaires. Il s'oblige à restituer à IFPEN tout document ou autre support matériel intégrant des informations confidentielles d'IFPEN sur simple demande écrite d'IFPEN.

Le titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au présent accord sans l'autorisation préalable écrite d'IFPEN. Toute référence publicitaire par le titulaire au sujet d'IFPEN et/ou de la présente mission doit être limitée au strict nécessaire à l'exclusion des éléments structurants (étendue de la mission, montants, superficie, localisation, ...). Ces obligations perdurent postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché et du marché de travaux projeté dans la limite de dix ans.

9.4 Protection des données à caractère personnel

IFPEN et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les parties s'en remettent à l'annexe du CCAP pour définir leurs obligations en matière de RGPD.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux. Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par IFPEN, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données, dont les coordonnées électroniques seront communiquées au cours de l'exécution du contrat. Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à IFPEN à sa demande.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, IFPEN et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

9.5 Déontologie

Le titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

Le titulaire s'engage, à la première demande d'IFPEN, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation dudit marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à IFPEN les seules informations relatives à une éventuelle infraction du titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le titulaire a manqué aux obligations susvisées, le titulaire s'engage à rembourser à IFPEN les frais dudit audit.

En cas de manquement par le titulaire à une de ses obligations susvisées, IFPEN se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent marché sans mise en demeure et sans indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

9.6 Prévention des conflits d'intérêt

Dans le cadre de la politique de prévention des conflits d'intérêts, l'article L.2141-10 du code de la commande publique dispose que : *« constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché. »*.

Compte-tenu de ces dispositions, le titulaire remplit, sur la base d'un modèle transmis par IFPEN, une déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de tout lien susceptible d'occasionner un risque de lien ou de conflit d'intérêts au sens de l'article précité.

Cette déclaration est retournée à IFPEN dûment remplie, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant sa réception, et en tout état de cause, avant tout commencement d'exécution des prestations.

Indépendamment des actions préventives prises par IFPEN, il appartient au titulaire du présent marché, impliqué dans le processus de recherche et de sélection du futur maître d'œuvre en cas d'affermissement de la tranche 01, de prévenir IFPEN de la survenance de tout changement de situation, susceptible de faire naître un lien ou conflit d'intérêt potentiel, effectif ou apparent. Dès qu'il a connaissance du risque de se trouver en situation de lien ou de conflit d'intérêt avec l'un des candidats/soumissionnaires au marché de maîtrise d'œuvre, le titulaire doit en informer immédiatement et systématiquement IFPEN afin que les éventuelles mesures de déport soient adoptées. Il est du ressort de IFPEN d'apprécier les faits constitutifs du lien/conflit d'intérêt portés à sa connaissance, de qualifier la nature du risque et ses éventuelles conséquences au regard des principes de transparence, d'indépendance, d'objectivité, de neutralité et d'impartialité. IFPEN s'engage à prendre les mesures adéquates en cas de manquement aux règles ainsi énoncées.

Pour des raisons d'éthique et de rigueur professionnelle, il est indispensable que le programmeur, titulaire du présent marché et les spécialistes qui leur sont associés soient complètement indépendants de la maîtrise d'œuvre du projet dont ils ont la charge.

9.7 Connaissance

Le titulaire est réputé avoir appréhendé le périmètre d'exécution du marché et les contraintes qui en résultent. Le titulaire déclare parfaitement connaître les attentes exprimées au marché, les règlements locaux ou nationaux, la législation applicables dans tous les domaines qui concernent le marché.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié tous les documents mis à sa disposition par IFPEN ou tout autre tiers sous sa seule et entière responsabilité et avoir signalé en temps utile tous compléments ou rectifications qui n'auraient pas été anticipés et qui s'avèreraient nécessaires.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution complète du marché ou n'exécuter que partiellement les prestations à sa charge, ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter pour s'affranchir de toute ou partie de ses obligations ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

9.8 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

IFPEN est en droit de contrôler à tout moment, sur pièce le respect des engagements contractuels du titulaire ou des informations transmises par ce dernier, il peut avoir recours à tout moyen extérieur si besoin.

Le titulaire est tenu de transmettre à IFPEN tous les rapports, les comptes rendus, les documents et les informations, mis à sa charge pour l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du marché. Tout manquement du titulaire peut être sanctionné par des pénalités définies à l'article 14 du CCAP.

IFPEN est autorisé à réclamer auprès du titulaire toute information complémentaire nécessaire à l'appréciation des documents produits par celui-ci. Les contrôles effectués par IFPEN et les avis rendus sur les pièces écrites ne sauraient avoir pour effet de priver le titulaire de sa pleine et entière responsabilité au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification légale, réglementaire ou jurisprudentielle applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le maître d'ouvrage.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste également à informer IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, IFPEN de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des études objet du marché. Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dérèglements, de dysfonctionnements, de risques potentiels au titre du projet. Ce devoir d'information et de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

Il se conforme strictement aux délais d'intervention évoqués dans le CCTP ou pris au titre de son engagement contractuel et informe IFPEN de tout risque de non-respect de ces délais. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution des prestations.

Les prestations non prévues au marché peuvent être acceptées dans les conditions indiquées dans le présent marché à l'article 13 du CCAP et notamment en ayant fait l'objet selon les cas d'un support contractuel ou d'une décision unilatérale signé par une personne habilitée du maître d'ouvrage et du titulaire ou d'une décision unilatérale du maître d'ouvrage.

9.9 État et connaissance du foncier

A la demande d'IFPEN, le titulaire se rend disponible pour visiter le foncier sélectionné par IFPEN sur le site du campus urbain de Paris-Saclay pour mesurer l'importance et la nature du projet de relocalisation et d'aménagement à effectuer pour IFPEN, et de toutes les difficultés d'exécution liées au site existant, aux bâtiments avoisinants en activité, à la nature du sol, aux contraintes d'accès, aux réseaux, aux équipements et installations existants.

Les renseignements concernant l'implantation donnés dans les pièces qui lui sont fournies par IFPEN ou par tout tiers intéressé au projet ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au titulaire de compléter ou de vérifier la véracité sous sa responsabilité.

Les frais de déplacement sur le site de Paris Saclay sont inclus au forfait de rémunération et ne donneront pas lieu à un paiement supplémentaire.

9.10 Utilisation des résultats

Dans le prolongement des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG PI, les stipulations suivantes sont applicables au marché :

La propriété de chaque livrable en lien avec l'objet du marché, quel que soit son support, tels que notamment documents, études, diagnostics, P&ID et développements spécifiques, procédures de tests, élaborés dans le cadre du présent marché, est cédée à IFPEN dès sa réalisation ou création, dans toutes ses versions successives, achevées ou inachevées.

En tout état de cause, le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le titulaire s'engage également à céder à titre exclusif et irrévocable à IFPEN tous les droits de propriété intellectuelle attachés aux livrables élaborés dans le cadre du présent du Marché qui lui sont reconnus par les dispositions législatives ou réglementaires de tout pays, ainsi que les conventions internationales, actuelles et futures et ce, incluant tous les droits patrimoniaux d'auteur.

En cas de résultats protégeables par le droit d'auteur, la cession mentionnée ci-dessus comprend la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur notamment les droits d'utilisation, de reproduction, communication, représentation, diffusion, intégration dans une œuvre seconde, traduction, adaptation, modification, reformulation, d'arrangement et de toute autre transformation, en tout format et sur tout support, ainsi que les droits d'industrialisation, de distribution, de commercialisation et de sous-licencier à des tiers à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, ainsi que le droit de procéder en son propre nom à toute formalité en vue de l'obtention et de la préservation des droits ainsi cédés. La cession est consentie pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier.

La présente cession, dont le prix est inclus dans le prix forfaitaire du marché est consentie pour la durée légale des droits d'auteur et pour tous pays, et ce en vue d'une exploitation directe ou indirecte par IFPEN, sans limitation d'étendue ni de destination.

Informations préexistantes appartenant au titulaire

En cas d'utilisation d'informations préexistantes appartenant au titulaire pour l'exécution du marché, ce dernier concède à IFPEN une licence non-exclusive, cessible avec droit de sous-licence, de toute information préexistante, notamment brevet et/ou droit d'auteur et/ou autre droit de propriété intellectuelle, permettant à IFPEN de faire tout usage, exploitation commerciale ou industrielle, mettre en œuvre, reproduire par tous moyens, représenter, traduire, adapter, distribuer tout ou partie des informations préexistantes dès lors qu'elles sont nécessaires à l'utilisation et/ou l'exploitation des résultats et/ou livrables du marché.

Le titulaire reste dans tous les cas seul propriétaire de ses informations préexistantes au marché.

Il est entendu que le prix de cette cession est inclus dans le prix du marché.

Informations et propriété intellectuelle de tiers

Le titulaire doit informer par écrit IFPEN de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers (et notamment les éventuels logiciels libres) qui seraient nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables issus du marché. Le titulaire s'engage à obtenir toutes les cessions de droits des tiers (notamment des sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du marché, et s'engage à fournir, à la demande d'IFPEN, la copie de l'ensemble des accords qu'il aura obtenu dans l'objectif décrit ci-dessus.

Le titulaire garantit IFPEN contre toutes contestations et revendications des tiers à ce sujet qui pourraient survenir pendant ou après l'exécution du marché. Il indemniserà IFPEN de toutes conséquences qu'il a subies à cause de la non-obtention de ces accords qui seraient du fait du Titulaire.

Cette disposition restera en vigueur à l'issue du Marché quelle qu'en soit sa cause.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables sont inclus dans le prix du Marché.

IFPEN ne pourra pas être tenu à un paiement quelconque envers le personnel du titulaire qui contribuerait à la réalisation des résultats et/ou livrables du marché y compris des inventions. Le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis de son personnel.

Le titulaire s'engage à ne pas reproduire, publier, distribuer, traduire, adapter ou utiliser, de quelque manière que ce soit les résultats et les livrables du Marché.

Le titulaire s'interdit de rédiger quelque article que ce soit relatif à l'objet des présentes sans l'accord préalable écrit d'IFPEN.

Le titulaire déclare et garantit avoir conclu tous les accords nécessaires lui permettant de consentir à la cession des droits visée au présent article avec toute personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans la réalisation des prestations et l'obtention des résultats (notamment de son personnel et/ou de ses sous-traitants), afin de garantir à IFPEN la pleine jouissance des droits qui lui sont consentis en vertu du présent article.

Le titulaire s'engage à garantir IFPEN contre toutes revendications et tous recours concernant :

- 1) les fournitures, équipements, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des prestations émanant, le cas échéant, de titulaires de brevets, licences,
- 2) les droits de propriété intellectuelle de tous intervenants à l'acte de construire.

En cas d'actions dirigées contre IFPEN par les titulaires de tels droits, le titulaire devra intervenir à l'instance et indemniser IFPEN de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que de ses frais et honoraires supportés.

9.11 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG, le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non subis, par toute

personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché public. Le contrat d'assurance doit couvrir la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

A première demande du maître d'ouvrage, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande

9.12 Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, IFPEN se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

9.13 Transmission de documents administratifs

Pendant la durée totale d'exécution du marché, le titulaire du marché devra fournir dans la quinzaine précédant chaque échéance semestrielle du marché, l'ensemble des pièces définies ci-dessous.

L'attestation délivrée par l'administration ou l'organisme compétent prouvant que les obligations sociales et fiscales ont été satisfaites

- Attestation de vigilance ou attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois
- Attestation de régularité fiscale, datant de moins de 6 mois.

La pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail soit la liste nominative des salariés étrangers employés qui sont soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail.

9.14 Clause environnementale

Dans un souci de garantir l'allègement des flux numériques, les parties s'engagent à recourir exclusivement à l'espace de travail collaboratif mis en place dans le cadre du marché (Cf. article 2.3.2 CCTP) pour le partage d'information et de documentation produites dans le cadre marché, afin de limiter les échanges de courriels et le volume des données échangées.

Le titulaire fera siennes de toutes les pratiques visant à réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché en matière d'hébergement et de tri de données informatiques, de gestion des courriels raisonnée, de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

Pour les éventuels déplacements sur le site de Rueil Malmaison ou le site du Plateau de Saclay, les personnels du titulaire dédiés au marché s'efforcent de recourir aux modes de transports faiblement émetteurs de pollution (déplacement à pied, transports en commun, vélos...). En cas de recours aux véhicules individuels, le titulaire privilégie des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

10 GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

10.1 Equipe dédiée

Les experts que le titulaire mobilise pour la présente mission et les tâches qui sont assignées à chacun d'eux sont maintenus pendant toute la durée du marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté aux prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, **le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces prestations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.**

Dans les domaines cités ci-après, le titulaire est le garant de la bonne prise en compte des réglementations tout au long de l'opération.

Au sein de son équipe, le titulaire doit avoir a minima les compétences en qualité d'experts dans les domaines visés à l'article 3.3.1 du CCTP.

En cas d'indisponibilité de l'un de ces « experts » ou de changement d'affectation, le titulaire en informe IFPEN dans les meilleurs délais et lui propose un remplaçant dont les qualifications et expériences sont au moins égales à celles de la personne initialement prévue. Il désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Dans la mesure du possible, le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un chef d'équipe (interlocuteur dédié) capable de diriger et de surveiller le travail. Les personnels mobilisés doivent avoir reçu préalablement la formation réglementaire et professionnelle nécessaire et être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- Des accidents,
- Des dégradations,

Et de tout évènement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés.

IFPEN se réserve le droit, à tout moment pendant l'exécution du marché, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire affecté aux prestations du marché pour des raisons professionnelles dûment motivées. Les raisons professionnelles entraînant une demande de remplacement peuvent être liées notamment aux manquements aux obligations techniques, obligations de résultat ou aux obligations légales prévues au marché, en raison d'un comportement contraire à la discipline de travail attendu.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution mentionnés au CCTP ou pour lesquels le titulaire s'est engagé.

Le titulaire s'engage à remplacer tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché public qui viendrait à être défaillant, absent dans un délai de 15 jours en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG PI. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à IFPEN dans le délai susmentionné.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'IFPEN concerné ne le récuse pas, en dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication.

Si IFPEN récuse le remplaçant, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, d'une semaine pour désigner un autre remplaçant et en informer la maîtrise d'ouvrage.

IFPEN pourra résilier le marché public sans indemnisation du titulaire et après mise en demeure restée sans effet en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

10.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

10.3 Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, IFPEN y pourvoit par tous les moyens jugés utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par IFPEN par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par IFPEN ou le non-respect des délais d'exécution.

Les représentants IFPEN sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre du marché et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide

10.4 Accès aux locaux

Si besoin, les personnels du titulaire ont accès au site de Rueil-Malmaison sous réserve du respect des consignes de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

IFPEN dote le titulaire de badges en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations. En tout état de cause, les visites de l'équipe du titulaire sur le site de Rueil Malmaison s'effectueront obligatoirement avec un représentant d'IFPEN.

11 CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ

11.1 Forme de prix et contenu des prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (mois m0).

Le marché est passé à prix global forfaitaire qui comprend notamment :

- l'étendue de la mission, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, du découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, du mode de dévolution des prestations, des délais impartis ;
- le degré de complexité de la mission, apprécié notamment au regard du type, de la technicité de du projet IMAPCT, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes de la phase programmatique, du coût prévisionnel de l'opération ;
- l'appropriation des études et décisions antérieures réalisées par le titulaire ou par un autre prestataire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En effet, les prix du marché couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations. Notamment ils comprennent tous les services, contrôles, abonnements et produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, les frais d'assurance, les bénéfices, les charges sociales ou fiscales et taxes diverses, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Sont également couverts par la DPGF les frais afférents à la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature détaillés au présent document. La mise à disposition du personnel d'exécution et d'encadrement y compris le recours à la sous-traitance, ou le/les remplacement(s), la réalisation des études, les frais de conception, de rédaction, d'adaptation/de correction des livrables attendus, de représentation/participation en réunion, de conseil auprès de la personne publique, sont inclus dans le prix forfaitaire renseigné dans la DPGF. Les frais de contrôle et de coordination des sous-traitants, des cotraitants sont également inclus dans le prix du marché.

En outre, les frais de déplacements, de restauration et éventuellement d'hébergement, rendus nécessaires pendant le déroulement de la prestation, sur le site de Rueil-Malmaison ou sur le site de Saclay, sont compris indistinctement dans le prix du marché.

Dans le cas d'un groupement titulaire, les prix des prestations attribuées à chaque co-traitant dans la DPGF sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque co-traitant peut être appelé à rembourser au mandataire. En cas de sous-traitance/co-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses co/sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

11.2 Modalités de d'actualisation des prix

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Conformément à l'article R2112-9 du code de la commande publique, les prix du marché (tranche ferme, tranches optionnelles) sont fermes pendant toute la durée d'exécution. Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Toutefois en application articles R2112-10 et R2112-11 du code de la commande publique, les prix sont actualisables afin de mettre à jour le prix d'un marché, en cas de retard pris entre la date de fixation du prix (date de remise des offres) et la date de commencement des prestations (date de notification du premier ordre de service). **L'actualisation ne peut donc être effectuée qu'une seule fois. Il appartient donc au titulaire du marché de faire valoir l'actualisation des prix dans sa facturation en y joignant le détail des calculs effectués conformément à la présente clause, en faisant apparaître les écarts, les anciens tarifs et les tarifs actualisés.**

Si un délai supérieur à trois (3) mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (date de remise des offres) et la date de début d'exécution des prestations fixée dans les conditions du paragraphe précédent, les prix du marché sont actualisés dans les conditions suivantes.

Indice utilisé : ING Index divers de la construction - Ingénierie - Base 2010 – identifiant 001711010 – (pondération 100%).

Source : le site internet de l'INSEE

Formule de calcul :

$$P = P_0 \times \frac{ING_{(m-3)}}{ING_0}$$

P = Prix de règlement actualisable

P₀ = Prix établi à la date de remise des offres

ING₀ est l'index de référence, même provisoire, défini au mois m0 soit au mois de la date de remise des offres.

ING_{m-3} est l'index de référence même provisoire établi de la date de début d'exécution des prestations, moins trois (3) mois.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant

11.3 Modalités de règlement des prestations

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI et obéissent aux règles mentionnées ci-après.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L.2193-10 du Code la commande publique.

Le règlement des prestations intervient sur présentation d'une demande d'acompte (dite demande de paiement).

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des études relevant des tranches au regard des dispositions de l'article 11 du CCAG PI. Dans la mesure où les prestations effectuées peuvent donner lieu à paiement (remise d'un livrable), le titulaire s'efforce de transmettre ses demandes d'acompte au début de chaque mois et s'efforce de respecter un délai d'un mois au minimum entre deux acomptes successifs.

La demande de versement d'acompte se fera par l'établissement d'un état récapitulatif pour la mission considérée, de l'ensemble des prestations effectuées par le titulaire du marché depuis le démarrage du marché et selon l'avancement de la mission (fourniture des livrables), par référence aux éléments constitutifs de la mission et à la somme à laquelle il prétend. Les prestations incluses dans les éléments constitutifs de la mission ne peuvent faire l'objet d'un règlement complet qu'après achèvement total de chaque élément et réception validée par IFPEN.

Le titulaire pourra donc demander des acomptes pour chaque partie technique de son offre.

Le paiement de chaque (sous) partie technique du marché mentionné ci-dessus est conditionné à la réception effective par IFPEN du/des livrables attendu(s) en version définitive et complète et à leur admission sans réserve ou après réfaction.

En cas de pénalités appliquées en vertu de l'article 14 du CCAP, le titulaire s'oblige à les déduire de l'acompte.

11.4 Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- la référence d'inscription au registre du commerce et des sociétés,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture (voir note de l'article 3.2 du CCAP),
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées pour la période concernée, le total précédent et le cumul,
- le prix unitaire HT des prestations réalisées,
- le montant total HT, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations,
- Pour la demande de paiement du solde : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir.

L'absence de numéro de marché sur la facture peut entraîner son rejet immédiat.

Le titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>)

IFPEN informe le titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : facture _commande (en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace)
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande (voir note de l'article 3.2 du CCAP),

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception de la facture est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, celle-ci est retournée au titulaire avec à l'appui les raisons écrites du rejet. Le titulaire peut alors :

- ❖ soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- ❖ soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend

11.5 Délai global de règlement

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement à **30 jours**, à réception de la facture par IFPEN sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part d'IFPEN de la facture concernée, le titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

11.6 Avance

Le marché ne donne lieu à aucune avance.

11.7 Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

11.8 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

12 VERIFICATION – ADMISSION

Dès que les documents définitifs sont présentés, le maître d'ouvrage en examine la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du marché (par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG).

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai estimé d'instruction et de validation du maître d'ouvrage est prescrit à l'article 3.1.3 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, les opérations de vérifications se déroulent hors présence du titulaire.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai d'instruction mentionné au CCTP, les prestations ou les livrables sont considérés comme rejetés à l'exception du compte rendu.

Dans le cas d'une phase comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Le point de départ du délai est la date de remise du livrable par le titulaire, ou de livraison des prestations au maître d'ouvrage.

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions suivantes :

➤ **Admission**

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations/livrables si celles-ci/ceux-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification de la décision au titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage prend une décision d'admission, il verse au titulaire le montant total de la somme due correspondant à la prestation et demandée par acompte du titulaire.

➤ **Ajournement**

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations/livrables ne peuvent être reçus que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations/livrables par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point/les mises à jour, corrections des livrables, dans un délai fixé librement par IFPEN.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction du prix à hauteur des imperfections constatées ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de sept jours calendaires courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de trois jours calendaires ci-dessus mentionné (en cas de silence gardé par le titulaire). En cas d'ajournement, le titulaire ne peut élever aucune réclamation tendant à l'obtention d'un complément d'honoraires.

Le silence du maître d'ouvrage gardé au-delà de ce délai de sept jours calendaires vaut décision de rejet des prestations/livrables.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après acceptation de la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu à l'article 3.1.3 du CCTP pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

➤ **Admission avec réfaction**

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI, la réfaction peut être prononcée sans que le titulaire n'ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire du marché a gardé le silence ou refusé la réfaction suite à la notification de la décision du maître d'ouvrage, celui-ci prononce le rejet desdites prestations.

➤ **Décision de rejet**

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Le maître d'ouvrage adresse au titulaire un courriel lui faisant part de ses griefs et de sa décision de rejet. Ce courriel indique au titulaire le délai qui lui est laissé pour faire part de ses observations concernant la décision de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu de notifier au maître d'ouvrage ses observations en réponse par courriel dans le délai indiqué dans le courriel.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans le délai indiqué dans le message électronique du maître d'ouvrage, il est réputé avoir accepté la décision de rejet. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 10 jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision soit de renonciation au rejet de la prestation soit de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage prend une décision de rejet, le titulaire recommence sa prestation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

En cas d'ajournement, de rejet d'une prestation ou de non remise d'un livrable/prestation dans le délai contractuelisé (planning), le titulaire encourt des pénalités de retard prévues à l'article 14 du CCAP.

13 MODIFICATIONS

13.1 Modifications du marché public – Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les conditions exposées au présent article.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet soit d'un avenant ou soit d'un acte écrit au présent marché.

Une telle procédure peut s'appliquer lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer, sauf indication contraire ci-après, quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume financier du marché à +5%/-5%, le montant du contrat est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, IFPEN peut décider de sa prise en compte par décision unilatérale.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- ✓ Interruption et/ou suppression de prestations prévues dans la DPGF ou dans le CCTP/CCAP de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par le maître d'ouvrage. Les prestations interrompues définitivement ne donneront lieu à aucun paiement
- ✓ Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 35% du montant global forfaitaire du marché. De telles modifications peuvent impliquer l'ajout ou la substitution de prestations (études, diagnostics, ...)
- ✓ Modulation de la composition de l'équipe du titulaire par l'ajout même temporaire de profil(s) spécifique(s) non prévus dans son offre/CCTP.

ATTENTION : la modification des ressources humaines telle qu'envisagée au titre de la clause de réexamen est sans rapport avec le fait pour le pouvoir adjudicateur d'exiger une révision de la composition d'équipe en cas de manquement aux obligations du titulaire en matière de ressources humaines ou à une récusation du personnel sur décision motivée d'IFPEN

- ✓ Modification du calendrier de réalisation des projets ou des délais d'exécution des prestations prévues dans le marché avec ou sans impact financier.
- ✓ Modification des modalités ou des délais de déclenchement des tranches prévus à l'article 3.1 du CCAP.

13.2 Modalités de mise en œuvre du réexamen

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative d'IFPEN ou sur demande justifiée, suffisamment circonstanciée, du titulaire du marché et selon les cas à l'aide d'éléments probants qui seront soumis à l'instruction d'IFPEN.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations telle que prévues initialement dans le contrat.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Toute proposition de modification, initiée par le titulaire ou instruite par le titulaire à la demande d'IFPEN, doit être présentée à l'appui d'un dossier comportant les éléments suivants :

- Une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition avec rappel de l'origine de la demande
- Une proposition financière incluant les éventuelles études, la plus-value ou la moins-value engendrée sur le montant global du marché
- La solution technique, organisationnelle envisagée, les écarts avec les pièces contractuelles du marché
- Les impacts calendaires sur le marché par rapport au délai global d'exécution et le calendrier de réalisation des prestations incluses au marché

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours minimum pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut. De même, le silence gardé par IFPEN à l'issue du délai vaut rejet de la proposition.

Dans tous les cas de figure ci-dessus, toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

13.3 Modalités financières consécutives à la clause de réexamen

Si une modification du marché s'avérait nécessaire en application de la clause de réexamen, son incidence financière se calculera en prenant pour référence les prix issus de la DPGF ou les prix journaliers par catégorie de personnel tels que retranscrits dans la DPGF.

A défaut, lorsque le marché n'a pas prévu de prix spécifiquement adaptés à ces prestations supplémentaires ou modificatives, des nouveaux prix sont retenus entre les parties pour les prestations nouvellement admises.

Ces prix provisoires sont fixés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire et ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté ces prix provisoires s'il n'a pas présenté d'observation, à l'appui de

justificatifs probants ou contre-proposé de nouveaux prix, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'acte écrit mentionnant lesdits prix.

En cas de désaccord, IFPEN règle provisoirement les sommes qu'il a admises.

13.4 Modifications du marché public applicables de plein droit

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à IFPEN et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au présent CCAP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par IFPEN. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- Les changements d'indice d'actualisation des prix,
- L'évolution de la fiscalité.

13.5 Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie

La présente clause a pour objet le réexamen des conditions financières et techniques du marché qui seraient impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées à une pandémie et à la sécurisation sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception.

A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques du marché, assortie le cas échéant d'une DPGF mise à jour.

14 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché éventuellement actualisé ou augmenté par voie d'avenant ou de décision unilatérale.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités peuvent être appliquées de plein droit ou sont précédées d'une mise en demeure selon les cas par le maître d'ouvrage dans les conditions ci-après définies.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de notifier la résiliation totale ou partielle du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions du présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage retient le montant des pénalités par réfaction sur facture voire par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire.

L'application des pénalités ne dispense pas le titulaire d'effectuer à ses frais les modifications ou mises à jour attendues et prévues.

Les pénalités sont calculées de la manière suivante :

14.1 Le non-respect des exigences qualitatives attendues dans le cadre de la rédaction des documents

Dans l'hypothèse où l'IFPEN relève un défaut de qualité du livrable (non-respect des consignes, réponse partiellement satisfaisante, livrable incomplet, grand nombre de corrections non prise en compte de la demande de reprise du document...) le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité forfaitaire de 150€ par manquement constaté et par document transmis.

Une telle pénalité est précédée d'une première mise en demeure restée sans effet.

14.2 Absence ou retard dans de remise des livrables et autres documents contractuels prévus

La non remise ou la remise retardée des livrables peut entraîner pour le titulaire sans mise en demeure une pénalité forfaitaire calculée comme suit (pour chaque document non remis ou remis en retard) :

- 100 € par document manquant et par jour de retard (au regard du planning du titulaire) pendant 5 jours de retard consécutifs.
- 180 € par document manquant et par jour de retard au-delà de 5 jours de retard consécutifs

Outre le retard constaté dans la remise d'un document par rapport au planning du titulaire, cette pénalité de retard peut être infligée au titulaire en cas de décision de rejet motivé du livrable ou d'ajournement (Cf article 12 CCAP).

Les pénalités précitées commencent à courir au lendemain de la décision de rejet/ajournement ou au lendemain du jour où le retard/l'absence de remise du document a été constaté.

14.3 Absence des moyens humains du titulaire

L'absence du représentant du titulaire et/ou de l'un des membres de son équipe aux réunions programmées ou à tout rendez-vous de travail implique une pénalité de 140 € par personne et par jour d'absence. Est également considéré comme absent le titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché. Cette pénalité peut également être retenue en cas de non-replacement des personnes physiques dans les conditions exposées au présent CCAP.

Si elle est appliquée, cette pénalité n'est précédée d'aucune mise en demeure.

14.4 Défaut d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

En présence d'une sous-traitance occulte soit l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par IFPEN et sans l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 100€/jour de retard de régularisation.

Une telle pénalité ne saurait excéder le montant des amendes encourues à la lecture des articles L.8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Une telle pénalité est exigible après une mise en demeure restée infructueuse et elle ne prive pas le maître d'ouvrage de sa capacité de résilier le marché en cas de réitération des faits.

15 RESILIATION

15.1 Arrêt avant achèvement de la prestation

En application de l'article 22 du CCAG PI, IFPEN se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions objet du contrat, à l'issue de chaque élément ou mission du prestataire/ chaque partie technique, sous parties technique définie au CCTP/CCAP. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché sans indemnités par simple décision d'IFPEN.

15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

IFPEN peut résilier le marché pour motif d'intérêt, l'indemnité de résiliation est fixée à 2% du montant du marché par dérogation à l'article 40 du CCAG PI. L'assiette retenue pour le calcul de l'indemnité de résiliation correspond au montant de la tranche en cours d'exécution au moment de la prise d'effet de la décision de résiliation.

15.3 Résiliation pour faute

Outre les cas de résiliation évoqués à l'article 39.1 du CCAG PI, sont passibles d'entraîner une résiliation aux torts exclusifs du titulaire les motifs suivants :

- ❖ L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues à l'article R2143-6 du même code
- ❖ La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle
- ❖ Le non-respect des obligations du titulaire, en dépit d'au moins deux mises en demeure
- ❖ L'indisponibilité ou la récusation d'acteurs intervenue dans les conditions des articles 2.1 et 10.1 du CCAP
- ❖ Lorsque le cumul des pénalités, sur les six (6) premiers mois, représentent un montant supérieur de 40% du montant des prestations réalisées
- ❖ Refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP
- ❖ En cas de non-production de l'acceptation d'une sous-traitance (après quatre mises en demeure)

En cas de non-déclaration par le titulaire de sa mise en redressement judiciaire dans le délai conformément à l'article L.2195-4 La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité du CCP, (après une mise en demeure)

15.4 Résiliation partielle

En cas de groupement, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement ou dans l'exécution des études qui lui incombent, les stipulations suivantes s'appliquent en complément de celles de l'article 3.5 du CCAG PI.

Le maître d'ouvrage peut laisser la possibilité aux autres membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un nouveau mandataire solidaire parmi eux. Faute d'accord entre les membres du groupement, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché,
- de résilier partiellement le marché sur la seule partie de la mission qui relevait du mandataire défaillant et de passer un marché de substitution.

La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité.

15.5 Exécution aux frais et risques

En complément de l'article 27 du CCAG PI, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier de prestations qui en peuvent suffire d'aucun retard, soit en cas de résiliation fautive du marché aux seuls torts du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Cependant, il doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution par le tiers désigné par IFPEN.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

15.6 Conséquences de la résiliation

La rémunération du titulaire consécutive aux éléments de missions réellement exécutés à la date de résiliation est liquidée dans les conditions du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient au cours de l'exécution d'une (sous) phase technique ou après achèvement de celle-ci, les Parties déterminent d'un commun accord le pourcentage d'avancement de ladite phase.

Après résiliation du marché, le maître d'ouvrage peut exiger du titulaire la remise de l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un commencement d'exécution ou achevées ainsi que la restitution de l'ensemble des documents ou pièces fournis par ses soins durant l'exécution du marché.

16 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG- PI

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG PI
-------------------------	---------------	------------------

Emission des bons de commande	3.2	3.7
Ordre de priorité des pièces contractuelles	5	4.1 4.2
Prolongation des délais d'exécution	8.2	15.3
Equipe dédiée	10.1	3.4.3
Vérification – admission	12	28 et 29 28.2 28.5 29.3
Modalités financières consécutives à la clause de réexamen	13.3	23.3
Pénalités	14	14 14.1.1 14.1.2 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	15.2	40

ANNEXE RGPD

Dans le cadre du marché dédié à une « mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation immobilière, la passation et le suivi d'un contrat de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet IMPACT

d'IFPEN » qui lie le titulaire à IFPEN, l'article 9.3 du CCP engage les Parties à respecter la réglementation dite RGPD visée précédemment.

Dans le prolongement dudit article, IFPEN entend préciser les conditions dans lesquelles le titulaire (dit sous-traitant) est autorisé à effectuer pour le compte d'IFPEN (responsable de traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies au terme des présentes et qui s'avèrent nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché.

Au regard de ce qui précède, le titulaire (sous-traitant) est autorisé à réaliser les opérations suivantes en lien avec les obligations du marché et ayant pour finalité :

- les démarches de contact, de communication et d'information envers les salariés d'IFPEN ainsi qu'à l'égard de toute personne extérieure désignée par IFPEN (le responsable de traitement),
- la constitution de groupes de travail,
- les convocations aux réunions, ateliers, déplacements...
- la réalisation d'enquêtes, de sondages,
- divers autres usages liées aux obligations des prestations prévues au marché et générant des données personnelles.

Il s'ensuit que la nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel peut-être la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement, la limitation, l'effacement ou la destruction et toute autre opération sur les données rendue nécessaire en vue de la réalisation des prestations du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont celles relatives à l'identification des personnes (nom, prénom, courriel, fonction, etc...) et plus globalement les données nécessaires à la réalisation des prestations prévues au marché.

Les catégories de personnes concernées par les traitements réalisés au titre des présentes sont les salariés d'IFPEN et le cas échéant toute personne extérieure intéressée au projet.

Pour l'exécution du marché, IFPEN (responsable de traitement) met à la disposition du groupement titulaire (sous-traitant) les informations nécessaires suivantes :

- la liste, les qualifications et les informations de contact des personnels d'IFPEN intervenant dans l'exécution des prestations prévues au marché ;
- le cas échéant la liste, les qualifications et les informations de contact des personnels relevant d'institutions extérieures intervenant dans l'exécution des prestations prévues au marché ;

En sa qualité de sous-traitant, le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance
- traiter les données conformément aux instructions d'IFPEN (responsable de traitement). Si le groupement (sous-traitant) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement IFPEN (responsable de traitement) avec toute la documentation utile de nature à prévenir le cas échéant l'autorité de contrôle compétente (Comité européen de la protection des données ou CEPD) les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais
- notifier s'il y a lieu et après accord d'IFPEN (responsable de traitement) l'autorité de contrôle compétente
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
- veiller au respect de l'obligation de confidentialité telle que prévue au marché par les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel

Le titulaire (sous-traitant) met à la disposition d'IFPEN (responsable de traitement) les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à l'article 28 du RGPD.

Le titulaire (sous-traitant) ne conservera pas les données à caractère personnel d'IFPEN (responsable du traitement) plus longtemps que la durée du marché, dans le respect des lois et réglementations applicables aux données à caractère personnel.

Dans la mesure du possible, le groupement titulaire (sous-traitant) doit aider IFPEN (responsable de traitement) à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : *droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage)*. Lorsque les personnes concernées exercent auprès du groupement titulaire (sous-traitant) des demandes d'exercice de leurs droits, le celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courriel à IFPEN (responsable de traitement)

Toute modification dans la liste des sous-traitants devra être acceptée par IFPEN et formalisée par un nouvel acte écrit.